

Lutte de classe

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions sont au service du capitalisme.

Vendredi 13 février Sarkozy a déclaré : « *Plus que jamais, l'Etat doit être juste, il n'est au service d'aucun groupe, d'aucune catégorie sociale* » (LeMonde.fr 14.02)

C'est un mensonge de plus. L'Etat est au service des rentiers, des banquiers et des capitalistes. La preuve.

On nous qu'il n'y a pas d'argent :

- pour porter le SMIC à 1600 euros nets par mois
- pour porter le minimum retraite à 1600 euros nets par mois
- pour l'école
- pour les universités et la recherche
- pour les hôpitaux
- pour maintenir (et rétablir) tous les services publics

On nous dit aussi qu'il n'est pas possible :

- d'interdire les licenciements
- d'interdire les fermetures d'entreprises et les délocalisations
- de payer intégralement les salaires en cas de chômage partiel

Et pendant ce temps-là

- les entreprises du CAC40 ont réalisé près de 100 milliards d'euros de profits en 2008
- les actionnaires se mettent des dizaines de milliards d'euros dans les poches
- les patrons empochent des salaires mirobolants et vivent comme des princes
- l'Unedic prévoit plus de 220.000 chômeurs de plus en 2009
- il y a près de 10 millions de travailleurs pauvres dans le pays

D'un côté, Sarkozy et son gouvernement disent : « *les caisses sont vides.* »

De l'autre, ils trouvent les moyens de verser sous forme de prêts ou de dons plus de 428 milliards d'euros aux banquiers et aux capitalistes.

La preuve est faite, l'Etat, Sarkozy et son gouvernement, les institutions de la Ve République sont exclusivement au service du capitalisme contre les travailleurs.

Ils ont même trouvé les moyens de financer l'envoi 800 militaires de plus pour faire la guerre au peuple afghan !

Dès lors, nous sommes en présence de deux camps distincts n'ayant pas les mêmes intérêts :

D'un côté celui du capitalisme, des patrons avec leurs représentants et leurs institutions,

De l'autre, les travailleurs avec leurs organisations et leurs partis.

La solution est simple, il faut exproprier les patrons des 1824 grandes entreprises sans leur verser le moindre centime, les travailleurs doivent prendre le contrôle des entreprises et de l'ensemble de l'économie du pays afin de pouvoir satisfaire les besoins de la majorité de la population.

Mais l'on ne peut pas exproprier les patrons un par un, c'est seulement après avoir conquis le pouvoir politique que l'on pourra prendre la décision de les exproprier et de placer ces entreprises sous le contrôle des travailleurs.

Toute la situation est donc concentrée dans cette unique question : quel pouvoir politique sera à même de s'engager sur la voie de la rupture avec le capitalisme ?

Pour répondre à cette question décisive, procédons par ordre :

1- il faut commencer par chasser Sarkozy et son gouvernement détesté par la population, seule la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et sa jeunesse pourra accomplir cette tâche.

2- pour mettre quoi à la place ? Certainement pas un gouvernement des partis qui ont déjà gouverné dans le passé pour le compte des capitalistes. La gigantesque crise mondiale du capitalisme prouve à elle-seule, qu'un simple changement de gouvernement ne pourra régler aucun des problèmes auxquelles la population est confrontée. Cette crise met à l'ordre la nécessité impérieuse de changer les fondements économiques de la société qui reposent sur la propriété privée des moyens de production, la production et la répartition des richesses produites doivent être dorénavant organisées par les travailleurs eux-mêmes en fonction des besoins de la population, et non plus en fonction des besoins d'une minorité d'exploiteurs qui nous pourrissent la vie et notre planète.

3- la population lors de sa mobilisation doit s'organiser afin de se doter d'une organisation politique indépendante de l'Etat et ses institutions pour pouvoir les combattre et les abattre. Il n'est pas possible de prendre le pouvoir économique sans avoir pris au préalable le pouvoir politique. Ce genre d'organisme doit être constitué à travers tout le pays et centralisé à l'échelle nationale.

4- en l'absence d'un véritable parti communiste, ces organismes doivent élire des représentants parmi les formations politiques qui ont toujours défendu ses intérêts, qui ont toujours combattu à ses côtés, afin de constituer un gouvernement socialiste révolutionnaire.

5- ce gouvernement aura pour mandat et pour tâche d'appliquer un programme en rupture avec le capitalisme conforme aux besoins et aux aspirations de la population pour pouvoir les satisfaire immédiatement et avancer ainsi vers le socialisme. Il est possible d'éradiquer sur le champ le chômage, la précarité et la pauvreté. Il devra rendre compte de l'application de ce programme devant les représentants des organismes politiques constitués, et ses membres élus qui seront révocables ne pourront percevoir une rétribution supérieure à celle d'un ouvrier qualifié.

6- le premier décret que devra prendre le gouvernement socialiste révolutionnaire sera d'abolir la totalité des institutions de la Ve République.

7- le second concernera l'abolition de la propriété privée des moyens de production, même si la totalité du capitalisme ne sera pas abolie dans un premier temps, ce décret ne concernera que les 1824 grandes entreprises dont la totalité des banques, des compagnies d'assurance, plus les institutions financières de moindre importance et la Bourse.

Il faut chasser du pouvoir la classe des exploités, l'heure a sonné pour les exploités de prendre le pouvoir.

Le capitalisme doit céder la place au socialisme.

Il est temps de faire nous aussi notre révolution, la révolution prolétarienne et socialiste !